NATIXIS
BEYOND BANKING

Flash Economie

2 mai 2019 - 550

Les Français n'accepteront jamais cette idée, mais le coût du travail est trop élevé en France

Au moment où la demande en France est celle d'une hausse du pouvoir d'achat, le message selon lequel le coût du travail est trop élevé en France ne passe évidemment pas.

Pourtant :

- la baisse du coût du travail peu qualifié réduirait le chômage des peu qualifiés ;
- dans les secteurs soumis à la concurrence étrangère, le coût du travail est élevé par rapport au niveau de gamme de la production, et il y a pertes de parts de marché, d'où la poursuite de la désindustrialisation.

Que faire alors ?

- la baisse des salaires comme en Espagne n'est pas envisageable ;
- des cotisations sociales négatives sur les bas salaires ;
- la hausse des compétences de la population active.

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
@PatrickArtus

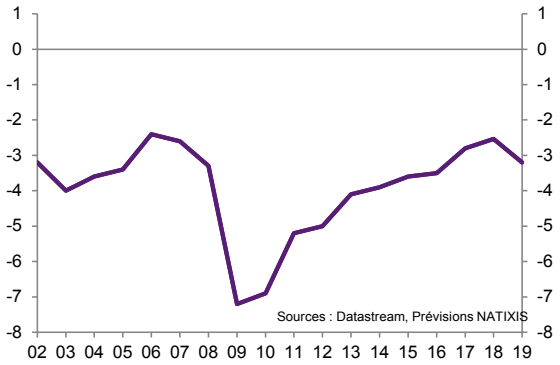
Ce document est distribué aux Etats-Unis. Merci de lire attentivement l'avertissement en fin de document..

ECONOMIC RESEARCH

Aujourd'hui, les politiques économiques visent à améliorer le pouvoir d'achat des Français

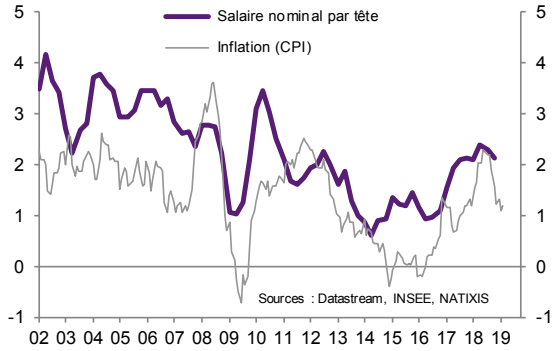
La hausse du déficit public de la France en 2019 (graphique 1) vient de transferts publics supplémentaires aux ménages (Prime d'Activité) et de baisses d'impôts (cotisations sociales, taxe d'habitation, taxation des heures supplémentaires).

Graphique 1
France : déficit public (en % du PIB valeur)



L'accélération des salaires nominaux et encore plus réels (graphique 2) soutient aussi évidemment le pouvoir d'achat des ménages.

Graphique 2
France : salaire nominal par tête et inflation
(GA en %)



Pourtant, il faut accepter de voir que le coût du travail est trop élevé en France.

Coût du travail peu qualifié

Tous les travaux de recherche montrent en France **une forte sensibilité de l'emploi peu qualifié au coût du travail peu qualifié.**

Même si les cotisations sociales ont été allégées au niveau du salaire minimum **(Tableau 1)**, le **niveau élevé du salaire minimum contribue donc à maintenir un taux de chômage élevé des peu qualifiés (graphique 3).**

Graphique 3
Salaire minimum (en % du salaire médian)

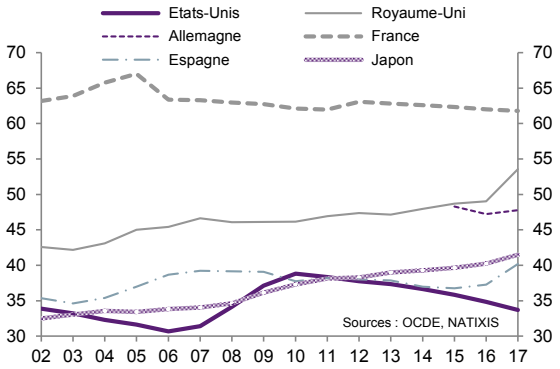


Tableau 1 : Allègements généraux de cotisations sociales en année pleine à partir de la fin de 2019

Allègements de cotisations sociales	Montant en Mds d'€
Allègements généraux de cotisations sociales entre 1 et 1,6 fois le SMIC* (allègements Fillon)	24,0
Réduction de 6 points de cotisations sociales entre 1 et 2,5 fois le SMIC (transformation du CICE**)	22,0
Exonération de 1,8 point de cotisations sociales entre 1 et 1,6 SMIC (Pacte de responsabilité)	4,0
Exonération de 1,8 point de cotisations sociales entre 1,6 et 3,5 SMIC (Pacte de responsabilité)	4,0
Allègement supplémentaire de 4 points de cotisations sociales au niveau du SMIC puis décroissant jusqu'à 1,6 SMIC	3,5
TOTAL	**57,5**

(*) Salaire minimum interprofessionnel de croissance

(**) Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

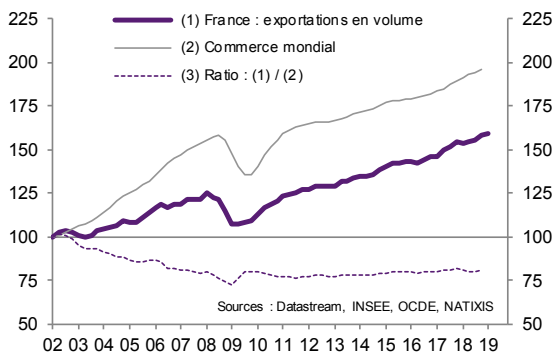
Sources : CAE n° 49 janvier 2019, NATIXIS

Le coût du travail dans les secteurs exposés à la concurrence

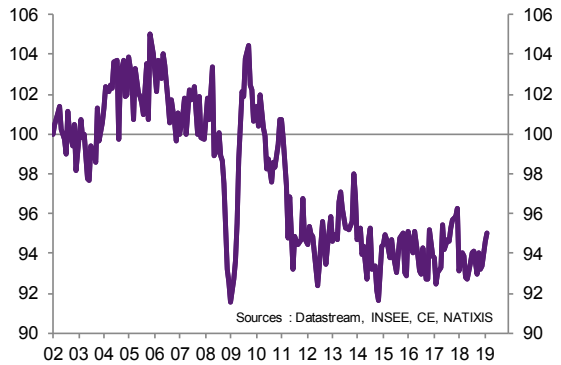
On observe aujourd'hui :

- **que la France continue à perdre des parts de marché à l'exportation (graphique 4a) et à se désindustrialiser (graphique 4b) ;**

Graphique 4a
Exportations de la France et commerce mondial
(volume, 100 en 2002:1)



Graphique 4b
France : capacité de production manufacturière
(100 en 2002:1)



- **que le niveau de gamme de la France reste faible** : faible modernisation du capital **(graphique 5)**, faiblesse des compétences de la population active **(Tableau 2)**.

Graphique 5
Stock de robots industriels
(en % de l'emploi manufacturier)

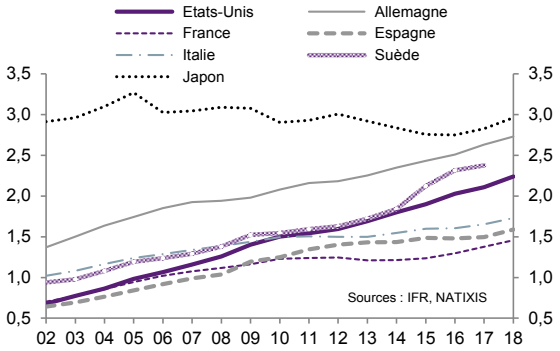


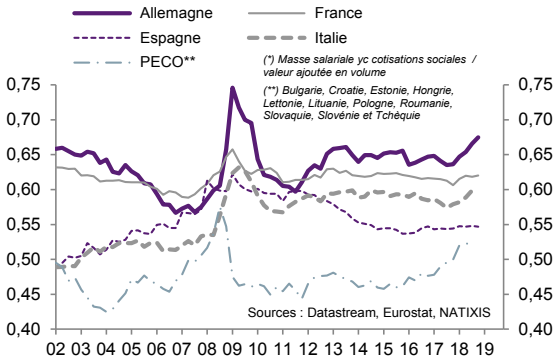
Tableau 2 : Enquête PIAAC de l'OCDE, score global par score décroissant (2016)

Rang	Pays	Score
1	Japon	292,8
2	Finlande	286,4
3	Pays-Bas	283,6
4	Suède	282,0
5	Norvège	281,1
6	Australie	278,9
7	Flandre (Belgique)	278,9
8	République tchèque	277,6
9	Danemark	277,4
10	Slovaquie	276,9
11	Autriche	276,2
12	Nouvelle-Zélande	275,9
13	Estonie	275,5
14	Allemagne	274,7
15	Canada	273,7
16	Corée	273,0
17	Royaume-Uni	271,6
18	Pologne	267,2
19	Irlande	266,3
20	États-Unis	265,4
21	France	258,2
22	Slovénie	257,0
23	Israël	253,1
24	Grèce	252,9
25	Italie	248,8
26	Espagne	248,8
27	Turquie	223,0
28	Chili	213,1

Sources : OCDE, NATIXIS

Ceci montre que le **niveau du coût du travail dans les secteurs exposés à la concurrence est trop élevé**, certes inférieur à celui de l'Allemagne, mais supérieur à celui de l'Italie, de l'Espagne et bien sûr des pays d'Europe centrale **(graphique 6)**.

Graphique 6
Niveau de coût salarial unitaire dans le secteur manufacturier*



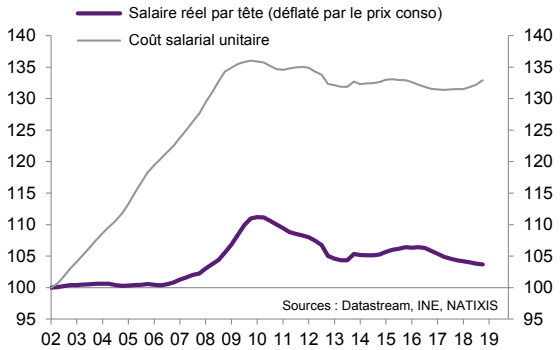
Synthèse : que faire ?

Le chômage élevé des peu qualifiés et les pertes de parts de marché à l'exportation, en France, sont en partie dus au niveau élevé du coût du travail :

- coût élevé du travail peu qualifié, malgré les allègements de charges ;
- coût élevé du travail dans l'industrie, compte tenu du niveau de gamme faible de la production.

La France ne va pas, comme l'Espagne depuis 2009, réduire les salaires réels pour réduire le coût du travail (graphique 7)

Graphique 7
Espagne : salaire réel par tête et coût salarial unitaire (100 en 2002:1)



Il reste alors comme pistes :

- **continuer à baisser le coût du travail peu qualifié sans toucher au salaire minimum** : il peut y avoir des **cotisations sociales négatives sur les bas salaires** ;
- **augmenter le niveau de gamme de la production**, en améliorant les compétences de la population, en incitant à la modernisation du capital des entreprises.